

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

OBJET DU MARCHÉ N° 2025-27

Évaluation environnementale des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) - programmes de mesures (PDM), des plans de gestion du risque d'inondation (PGRI) et des plans de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI) 2028-2033 pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse

Service responsable de la passation du marché	
Technique :	Département de la Connaissance et de la Planification – Service Planification et Economie
Administratif :	Secrétariat général /Service Achats et Affaires Juridiques 2-4, allée de Lodz 69363 LYON cedex 07

Le présent CCTP contient **28** pages, **6** articles et **3** annexes

1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la réalisation de l'évaluation environnementale, la rédaction des différents rapports environnementaux et des déclarations environnementales prévues à l'article L122-10 du code de l'environnement relatifs :

- aux schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (**SDAGE**) et aux programmes de mesures (**PDM**) 2028-2033 des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse ;
- aux plans de gestion du risque d'inondation (**PGRI**) 2028-2033 des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse ;
- aux plans de gestion des poissons migrateurs (**PLAGEPOMI**) 2028-2033 des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse (nouveau).

L'**Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEDD)** constitue l'**autorité environnementale** qui sera consultée pour donner un avis sur l'évaluation environnementale des documents de planification et de gestion des deux bassins.

Les SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI sont des documents distincts et les évaluations environnementales font l'objet de rapports spécifiques à chaque document et pour chaque bassin. Le prestataire procédera à la rédaction de six rapports environnementaux et de six déclarations conformément au contenu des textes réglementaires en vigueur :

- le rapport environnemental et la déclaration environnementale du SDAGE-PDM 2028-2033 du bassin Rhône-Méditerranée ;
- le rapport environnemental et la déclaration environnementale du PGRI 2028-2033 du bassin Rhône-Méditerranée ;
- le rapport environnemental et la déclaration environnementale du PLAGEPOMI 2028-2033 du bassin Rhône-Méditerranée ;
- le rapport environnemental et la déclaration environnementale de SDAGE-PDM 2028-2033 du bassin de Corse ;
- le rapport environnemental et la déclaration environnementale du PGRI 2028-2033 du bassin de Corse ;
- le rapport environnemental et la déclaration environnementale du PLAGEPOMI 2028-2033 du bassin de Corse.

Cette évaluation environnementale se déroule selon un calendrier contraint par l'avancement de l'élaboration des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI et par les étapes de validation par les instances, de consultation de l'autorité environnementale, des assemblées et du public puis d'adoption et d'approbation.

2 - CONTEXTE DU MARCHÉ

2.1 Présentation de l'objet du marché dans son contexte

Pour information, le contexte d'élaboration et le contenu des documents de planification sont présentés en annexe 2 du présent CCTP pour le SDAGE, le PGRI et le PLAGEPOMI et en annexe 3 pour l'évaluation environnementale de ces documents.

Les évaluations environnementales sont spécifiques à chaque SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI. Toutefois, certains développements peuvent être communs à plusieurs rapports (éléments de l'état initial de l'environnement par exemple).

Ce marché fait l'objet d'une convention de groupement de commande entre l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes et la DREAL de Corse. L'exécution financière du marché est assurée par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Chaque signataire du groupement est chargée de suivre l'exécution technique et de valider les livrables relevant de leur responsabilité, à savoir :

- pour l'agence de l'eau : le SDAGE-PDM Rhône-Méditerranée et le SDAGE-PDM de Corse,
- pour la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes : le PGRI Rhône-Méditerranée et le PLAGEPOMI Rhône-Méditerranée,

- pour la DREAL de Corse : le PGRI de Corse et le PLAGEPOMI de Corse ;

2.2 Objectifs et enjeux du marché

Le marché consiste à réaliser, durant l'élaboration des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI 2028-2033 des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse, l'évaluation environnementale de ces documents (dont le contenu est présenté en annexe 3 du présent CCTP), de rédiger le rapport environnemental de chaque document, puis de les mettre à jour afin de prendre en considération les éléments issus des consultations officielles (autorité environnementale, des assemblées et du public) et de rédiger la déclaration environnementale qui accompagne chacun des documents évalués.

Réglementairement, cette évaluation doit accompagner les documents lors de la consultation du public et des assemblées. Les différents documents validés et approuvés mis en ligne sur les sites Internet des bassins Rhône-Méditerranée (<https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/>) et de Corse (<https://corse.eaufrance.fr/>) seront accompagnés de leurs déclarations environnementales respectives.

Le principal enjeu de la prestation consiste à **construire l'évaluation environnementale en synchronisation avec l'élaboration des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI avec un calendrier contraint réglementairement**. Pour satisfaire le respect du calendrier, le prestataire doit être très mobilisé :

- **d'octobre 2025 à novembre 2026** pour produire les versions initiales des six rapports d'évaluation environnementale soumis à l'avis de l'autorité environnementale, à la consultation du public et des assemblées ;
- **puis d'avril à décembre 2027**, pour mettre à jour les six rapports d'évaluation environnementale (suite à l'avis de l'autorité environnementale et à la consultation du public et des assemblées) et de rédiger les six déclarations environnementales. Ces documents seront présentés aux instances pour être approuvés par les comités de bassin et les préfets coordonnateurs de bassin début décembre 2027.

2.3 Conditions d'exécution, planning prévisionnel, échéances et phasages

Ce planning prévisionnel est basé sur une **date de démarrage prévue au 28 octobre 2025** pour une fin d'exécution de l'étude le 31 décembre 2027.

Les échéances sont fermes ; le calendrier est calé sur des textes réglementaires et l'échéance finale peut être sujette à un contentieux européen en cas de non-respect.

La prestation est organisée en **deux phases chronologiques**, chacune décomposée en **six missions concomitantes** (soit douze missions au total) :

- **Phase 1** : Analyse et élaboration des versions initiales des six rapports d'évaluation environnementale, pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse

Elle concerne toutes les prestations à réaliser avant l'avis de l'autorité environnementale et de la consultation des assemblées et du public. Elle débute à la date de notification du marché au titulaire (prévisionnel d'octobre 2025 à novembre 2026, soit **13 mois fermes** à compter de la date de notification du marché) et se décompose en six missions (une par rapport) :

- **mission 1** : analyse et élaboration d'une version initiale du rapport environnemental du SDAGE-PDM Rhône-Méditerranée ;
- **mission 2** : analyse et élaboration d'une version initiale du rapport environnemental du PGRI Rhône-Méditerranée ;
- **mission 3** : analyse et élaboration d'une version initiale du rapport environnemental du PLAGEPOMI Rhône-Méditerranée ;
- **mission 4** : analyse et élaboration d'une version initiale du rapport environnemental du SDAGE-PDM Corse ;
- **mission 5** : analyse et élaboration d'une version initiale du rapport environnemental du PGRI Corse ;
- **mission 6** : analyse et élaboration d'une version initiale du rapport environnemental du PLAGEPOMI Corse.

- **Phase 2 :** Mise à jour des six rapports d'évaluation environnementale suite aux avis de l'autorité environnementale et à la consultation des assemblées et du public (version finale des rapports environnementaux) et rédaction pour chacun des rapports de la déclaration environnementale prévue à l'article L122-10 du code de l'environnement, pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse

Elle concerne toutes les prestations à réaliser après l'avis de l'autorité environnementale et de la consultation des assemblées et du public. Elle débute à la notification d'un ordre de service de démarrage (prévisionnel d'avril à décembre 2027 inclus, soit **9 mois fermes**, à compter de la notification d'un ordre de service de démarrage). Cette phase se décompose en six missions (une par rapport) :

- **mission 7 :** mise à jour et élaboration de la version finale du rapport environnemental du SDAGE-PDM Rhône-Méditerranée et rédaction de la déclaration environnementale pour approbation du comité de bassin et de la préfète coordonnatrice de bassin ;
- **mission 8 :** mise à jour et élaboration de la version finale du rapport environnemental du PGRI Rhône-Méditerranée et rédaction de la déclaration environnementale pour approbation du comité de bassin et de la préfète coordonnatrice de bassin ;
- **mission 9 :** mise à jour et élaboration de la version finale du rapport environnemental du PLAGEPOMI Rhône-Méditerranée et rédaction de la déclaration environnementale pour approbation du comité de bassin et de la préfète coordonnatrice de bassin ;
- **mission 10 :** mise à jour et élaboration de la version finale du rapport environnemental du SDAGE-PDM Corse et rédaction de la déclaration environnementale pour approbation du comité de bassin et de l'Assemblée de Corse ;
- **mission 11 :** mise à jour et élaboration de la version finale du rapport environnemental du PGRI Corse et rédaction de la déclaration environnementale pour approbation du comité de bassin et du préfet coordonnateur de bassin ;
- **mission 12 :** mise à jour et élaboration de la version finale du rapport environnemental du PLAGEPOMI Corse et rédaction de la déclaration environnementale pour approbation du comité de bassin et du préfet coordonnateur de bassin.

Les délais indiqués pour l'élaboration et l'approbation des différents documents sont réglementaires.

Le prestataire élaborera l'évaluation environnementale des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI concomitamment à la préparation des projets de ces documents, dont la validation par les instances des deux bassins est prévue entre juillet et novembre 2026 au plus tard.

Pour le SDAGE-PDM et le PGRI, les projets de documents des deux bassins seront soumis en juillet 2026 à l'avis de l'autorité environnementale (3 mois) avant d'être soumis à la consultation des assemblées (4 mois) et du public (6 mois), à partir de novembre 2026. Les dates de ces consultations restent à préciser ou confirmer.

Pour le PLAGEPOMI, les projets de documents des deux bassins seront soumis en janvier 2027 à l'avis de l'autorité environnementale (3 mois) avant d'être soumis à la consultation du public (1 mois), à partir d'avril 2027.

Suite aux avis de l'autorité environnementale et à la consultation des assemblées et du public, le prestataire mettra à jour l'évaluation environnementale des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI et produira également la déclaration environnementale qui accompagnera les documents validés et approuvés (décembre 2027) par les différentes assemblées du bassin.

L'étude se déroule dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse, dans les locaux de l'agence de l'eau, de la DREAL Auvergne Rhône Alpes à Lyon ou de la DREAL Corse à Bastia et du titulaire et si besoin dans des salles de location.

La réunion de démarrage, est planifiée par l'agence de l'eau, dès la date de notification du marché et est suivie d'un compte-rendu réalisé et envoyé par courriel par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion.

Chaque réunion du comité de pilotage (COPIL), planifiée par l'agence de l'eau est suivie d'un compte-rendu réalisé et envoyé par le titulaire par courriel au format Word et PDF pour la version définitive au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion puis validé au plus tard sous 10 jours ouvrés par l'agence de l'eau après consultation du comité de pilotage. Les documents présentés aux réunions du comité de pilotage ainsi que les restitutions des résultats sont envoyés au format Powerpoint pour les diaporamas d'animation, Word ou Powerpoint pour les notes et comptes rendus (en versions de travail) et PDF pour les versions définitives par le titulaire, par courriel, au moins 8 jours ouvrés avant la date de la réunion ou de la restitution. Les dates des comités de pilotage sont fixées lors de la réunion de démarrage entre l'agence de l'eau et le titulaire du marché.

La réunion de démarrage et les cinq comités de pilotage définis pour l'ensemble du marché, se déroulent en visioconférence.

Les réunions sont planifiées par l'agence de l'eau lors de la réunion de démarrage et chaque réunion est confirmée par une convocation adressée par courriel par l'agence aux membres du COPIL au plus tard 10 jours ouvrés avant la réunion.

Afin d'assurer un suivi du projet, des points hebdomadaires sont prévus en visioconférence à minima entre le titulaire du marché et la cheffe de projet SDAGE et coordination de la planification (DCP-SPLAE) de l'agence de l'eau. Chaque point fixé par la cheffe de projet est suivi d'un compte-rendu réalisé et envoyé par courriel par le prestataire au plus tard 2 jours ouvrés après la réunion. En fonction du besoin de la réunion, un diaporama peut être demandé en début de réunion.

Hormis les réunions planifiées dans le cadre du marché, des points ponctuels plus informels (par courriel, par messagerie instantanée, par visioconférence, par téléphone ou au siège de l'agence de l'eau, à Lyon) avec les représentants de l'agence de l'eau et des organismes externes, sont conduits en fonction du besoin par le titulaire du marché.

Sur demande expresse de l'agence de l'eau et notification par bon de commande, le prestataire peut être sollicité pour participer et contribuer à des réunions supplémentaires en présentiel sur l'élaboration des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI Rhône-Méditerranée et de Corse conformément au bordereau des prix (annexe n°1 à l'acte d'engagement) pour lequel le titulaire est engagé.

3 - DESCRIPTION DU BESOIN

3.1 Description détaillée des prestations

L'organisation et la méthodologie mises en œuvre pour chaque phase sont celles définies dans la proposition du titulaire remise à l'appui de son offre.

Le titulaire rédigera les différentes versions des rapports d'évaluation environnementale et des déclarations environnementales (phases 1 et 2, missions 1 à 12) des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI 2028-2033 pour chaque bassin (Rhône-Méditerranée et Corse) pour approbation par les comités de bassin et les préfets coordonnateurs de bassin respectifs en décembre 2027, conformément aux prestations et livrables indiqués à l'article 6 du présent CCTP.

Le prestataire participera aux cinq comités de pilotage (COPIL) communs pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse. La date du COPIL 1 sera fixée avec le titulaire après la notification du marché, puis pour les autres COPIL, les dates seront arrêtées lors de l'avancement des prestations et en tenant compte des contraintes du calendrier. Les COPIL sont chiffrés dans la partie forfaitaire de l'offre.

- COPIL 1 (commun aux missions 1 à 6) : démarrage de la phase 1 (**novembre 2025**) ;
- COPIL 2 (commun aux missions 1, 2, 4 et 5) pour la présentation de la version intermédiaire (version 1) du rapport initial d'évaluation environnementale (4 rapports) des SDAGE-PDM et PGRI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse (**décembre 2025**) ;
- COPIL 3 (commun aux missions 1, 2, 4 et 5) pour la présentation de la version provisoire (version 2) du rapport initial d'évaluation environnementale (4 rapports) des SDAGE-PDM et PGRI des bassins Rhône-

Méditerranée et de Corse (**début avril 2026**) qui sera soumise au bureau du comité de bassin Rhône-Méditerranée en mai 2026 et au comité de bassin de Corse en mai 2026 puis à l'avis de l'autorité environnementale (juillet à octobre 2026) et à la consultation des assemblées (novembre 2026 à mars 2027) et du public (novembre 2026 à mai 2027) ;

- COPI 3 bis (commun aux missions 3 et 6) pour la présentation de la version provisoire (version 1) du rapport initial d'évaluation environnementale (2 rapports) des PLAGEPOMI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse (octobre 2026) qui sera soumise au COGEPOMI du bassin Rhône-Méditerranée en novembre ou décembre 2026 et au COGEPOMI du bassin de Corse en novembre 2026 puis à l'avis de l'autorité environnementale (janvier à mars 2027) et à la consultation du public (avril à mai 2027) ;
- COPI 4 (commun aux missions 1 à 6) pour la présentation des versions du rapport final d'évaluation environnementale et de la déclaration environnementale (début septembre 2027).

Des sous-groupes au sein de ces COPI seront organisés par document et bassin.

Présentation des intervenants

Le titulaire communique à l'agence, dès notification, le nom de l'interlocuteur attitré qu'il désigne pour l'exécution du présent marché. Il communique également le nom de son remplaçant en cas d'absence (congrès, maladie, etc.). L'agence doit disposer de leurs courriels nominatifs et de leurs lignes téléphoniques directes.

Ses missions sont les suivantes :

- Apporter son expertise en matière d'évaluation environnementale dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques et de la prévention des risques d'inondation, avec une bonne connaissance des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse ;
- Préparer et animer les différents points d'étapes, réunions et comités de pilotage puis en rédiger les comptes rendus ;
- Assurer la capitalisation méthodologique tout au long du projet ;
- Être force de proposition tant dans les moyens et méthodes à mettre en œuvre ;
- Présenter les méthodes, les résultats ;
- Assurer le lien régulier avec son interlocuteur à l'agence de l'eau et alerter tôt sur les événements susceptibles d'impacter le bon déroulement du projet ;
- Garantir le bon déroulement du projet dans le **respect des délais d'exécution contractuels** et des engagements pris dans sa proposition d'intervention en application du CCTP.

Le service en charge du suivi du présent marché à l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC) est le service Planification et Economie (SPLAE) du Département de la Connaissance et de la Planification (DCP) au siège de l'agence. Le nom et les coordonnées du référent du marché seront communiqués au titulaire dès la notification du marché.

Un comité de pilotage (COPI) est constitué pour le suivi du présent marché (déroulement des phases, méthodologie, réalisation des livrables, etc.). Il se réunit selon le planning prévisionnel de l'article 2.3 du présent CCTP. La validation des orientations proposées par le titulaire et des livrables incombe à l'agence de l'eau.

L'agence de l'eau se charge de composer le comité de pilotage. Le nom et les coordonnées de chaque représentant participant au COPI sont communiqués au titulaire du marché, dès la notification du marché.

Ce COPI est animé par le titulaire et est composé à minima comme suit :

Pour le titulaire :

- Ses représentants

Pour l'agence de l'eau :

- La cheffe de projet SDAGE et coordination de la planification du bassin Rhône-Méditerranée (SPLAE-DCP)

- Le chef du service Planification et Economie (SPLAE-DCP)
- La cheffe de projet SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée (SPLAE-DCP)
- La cheffe de projet SDAGE du bassin de Corse (SPLAE-DCP)

Pour les établissements externes :

- L'adjoint ou le chef de pôle Délégation de bassin Rhône-Méditerranée – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes
- L'adjoint ou le chef de pôle Prévention des risques naturels et Bassin – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes
- Un représentant de la DREAL de Corse, Service Délégation de Bassin et Hydrométrie
- La cheffe de mission « Secrétariat Technique du Comité de Bassin de Corse » à la Collectivité de Corse

La composition du COPIL peut être légèrement modifiée durant l'exécution du marché. Si tel est le cas, l'agence informera le titulaire.

4 - EXIGENCES

La prestation devra être conduite par un cabinet ou bureau d'études spécialisé dans l'évaluation environnementale, avec une solide expérience dans le domaine de l'eau et des risques d'inondation.

Le prestataire devra tenir un fichier (au format Excel) listant toutes les remarques et modifications apportées d'une version à l'autre de chacun des six documents indiqués dans l'article 1 du présent CCTP.

Les livrables devront être produits selon les délais indiqués dans l'article 2.3 du présent CCTP, afin de respecter les contraintes fixées par le calendrier d'approbation des comités de bassin et de préfets des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse.

Pour rappel, la **version 3** des quatre rapports **initiaux** d'évaluation environnementale des SDAGE-PDM et PGRI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse devra être transmise par le titulaire au plus tard pour début juin 2026 (**en vue de la transmission des rapports à l'autorité environnementale pour avis et mise à disposition pour la consultation**).

La **version 2** des deux rapports **initiaux** d'évaluation environnementale des PLAGEPOMI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse devra être transmise par le titulaire au plus tard pour mi-novembre 2026 (**en vue de la transmission des rapports à l'autorité environnementale pour avis et mise à disposition pour la consultation**).

La **version finale** des quatre rapports **finaux** d'évaluation environnementale des SDAGE-PDM et PGRI et des déclarations environnementales définitives des SDAGE-PDM et PGRI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse devra être transmise par le titulaire au plus tard pour mi-octobre 2027 (**en vue de l'approbation des documents par les comités et préfets coordonnateurs de bassins**).

La **version finale** des deux rapports **finaux** d'évaluation environnementale des PLAGEPOMI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse et des déclarations environnementales définitives des PLAGEPOMI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse devra être transmise par le titulaire au plus tard pour début juin 2027 (**en vue de l'approbation des documents par les comités et préfets coordonnateurs de bassins**).

5 - DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministère de la Transition écologique se doit de soutenir la mise en œuvre de démarches environnementales dans le cadre de l'exécution de ses marchés.

À ce titre, afin de limiter l'émission de CO2 en lien avec les prestations du présent marché, il est demandé au titulaire de privilégier :

- le partage des livrables prévus au présent marché via une plate-forme dédiée d'échange de documents, conformément à la proposition du titulaire remise à l'appui de son offre dans sa note méthodologique, afin de limiter la transmission en pièces jointes par messagerie électronique permettant ainsi de réduire l'empreinte environnementale du numérique dans l'exécution des prestations ;
- les déplacements, par le biais de transport en commun et / ou mode de transport doux chaque fois que cela sera possible ;
- les réunions en visioconférence ou échanges téléphoniques lorsque cette alternative à un déplacement est possible et pertinente (au regard de la nature des sujets à aborder et des contenus à recueillir ou échanger).

6 - RECAPITULATIF DES PRESTATIONS ET LIVRABLES ATTENDUS

Les livrables ci-dessous devront être transmis selon les délais indiqués à l'article 2.3 du présent CCTP :

Phases et délais d'exécution prévus par l'agence de l'eau	Description des prestations	Comité de pilotage ou réunion	Livrables et échéances à compter de la date de notification du marché
<p>Phase 1 : Analyse et élaboration des versions initiales des six rapports d'évaluation environnementale, pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse</p> <p>13 mois d'exécution fermes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lecture et appropriation documentaire (documents ayant servi à l'évaluation environnementale pour le cycle précédent 2022-2027 et les rapports produits et validés par l'autorité environnementale (AE), avis de l'AE sur les projets de SDAGE et PGRI 2022-2027, évaluation des incidences Natura 2000 du projet de PLAGEPOMI 2022-2027 révisé conduite en 2024, etc.) ▪ Prise de connaissance des débats et travaux d'élaboration des documents (SDAGE-PDM, PGRI, PLAGEPOMI) par les instances des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse ▪ Préparation d'une note technique de cadrage et d'organisation pour l'évaluation environnementale ▪ Participation et contribution à des réunions de concertation pour l'élaboration des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI dans les deux bassins (bons de commandes) 	<p>Réunion de démarrage entre l'agence de l'eau, la DREAL et le titulaire du marché (octobre 2025)</p> <p>Comité de pilotage 1 : validation du cadrage (missions 1 à 6)</p> <p>1 mois après la réunion de démarrage des prestations (novembre 2025)</p>	<p>Diaporama de la réunion de démarrage envoyé (au format PowerPoint) par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés avant la réunion</p> <p>Compte rendu de la réunion de démarrage envoyé (au format Word ou PowerPoint) par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion et validé par l'agence au plus tard 10 jours ouvrés après la réunion</p> <p>Note technique de cadrage et d'organisation pour l'évaluation environnementale (au format Word ou PowerPoint) par le titulaire au plus tard 8 jours ouvrés avant le COPIL 1</p> <p>Diaporama du COPIL 1 (au format PowerPoint) par le titulaire au plus tard 8 jours ouvrés avant le COPIL 1</p> <p>Compte-rendu du COPIL 1 (au format Word ou PowerPoint) par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion et validé par l'agence au plus tard 10 jours ouvrés après la réunion</p> <p>Fichier listant les participations et contributions du titulaire à des réunions de concertation pour l'élaboration des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI dans les deux bassins (au format Excel) par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion et validé par l'agence au plus tard 10 jours ouvrés après le COPIL 1</p>

Phases et délais d'exécution prévus par l'agence de l'eau	Description des prestations	Comité de pilotage ou réunion	Livrables et échéances à compter de la date de notification du marché
	<ul style="list-style-type: none"> Participation et contribution à des réunions de concertation pour l'élaboration des SDAGE-PDM et PGRI dans les deux bassins (bons de commandes) Elaboration de l'état initial de l'environnement des six rapports initiaux d'évaluation environnementale (version 1 non complète) 	<p>Comité de pilotage 2 : présentation de la version 1 intermédiaire (non complète) des quatre rapports initiaux d'évaluation environnementale (missions 1,2, 4 et 5)</p> <p>2 mois après la réunion de démarrage des prestations (décembre 2025)</p>	<p>Version 1 intermédiaire (non complète) des quatre rapports initiaux d'évaluation environnementale des SDAGE-PDM et PGRI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse (au format Word) par le titulaire au plus tard 8 jours ouvrés avant le COPIL 2 (début décembre 2025 au plus tard)</p> <p>Diaporama du COPIL 2 (au format PowerPoint) par le titulaire au plus tard 8 jours ouvrés avant le COPIL 2</p> <p>Compte-rendu du COPIL 2 (au format Word ou PowerPoint) par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion et validé par l'agence au plus tard 10 jours ouvrés après la réunion</p> <p>Fichier listant les participations et contributions du titulaire à des réunions de concertation pour l'élaboration des SDAGE-PDM et PGRI dans les deux bassins (au format Excel) par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion et validé par l'agence au plus tard 10 jours ouvrés après le COPIL 2</p>
	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration et remplissage d'un fichier listant toutes les remarques et modifications apportées d'une version à l'autre de chacun des quatre documents Elaboration de la version 2 complète des quatre rapports initiaux d'évaluation environnementale Participation et contribution à des réunions de concertation pour l'élaboration des SDAGE-PDM et PGRI dans les deux bassins (bons de commandes) Elaboration de la version 3 complète des quatre rapports initiaux d'évaluation environnementale Présentation des rapports environnementaux initiaux définitifs devant les instances (comités de bassin Rhône Méditerranée et comité de bassin de Corse) 	<p>Comité de pilotage 3 : restitution de la version 2 complète des quatre rapports initiaux d'évaluation environnementale (missions 1,2, 4 et 5)</p> <p>6 mois après la réunion de démarrage des prestations (avril 2026)</p>	<p>Version 2 complète des quatre rapports initiaux d'évaluation environnementale des SDAGE-PDM et PGRI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse (au format Word) par le titulaire au plus tard pour début avril 2026 (en vue du BCB Rhône-Méditerranée de mai 2026 et du BCB de Corse de mai 2026)</p> <p>Supports de présentation des résultats des quatre rapports initiaux d'évaluation environnementale devant les instances (au format PowerPoint) par le titulaire au plus tard pour mi-avril 2026 (en vue du BCB Rhône-Méditerranée de mai 2026 et du BCB de Corse de mai 2026)</p> <p>Version 3 complète des quatre rapports initiaux d'évaluation environnementale des SDAGE-PDM et PGRI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse (au format Word) par le titulaire au plus tard pour début juin 2026 (en vue de la transmission des rapports à l'autorité environnementale pour avis et mise à disposition pour la consultation)</p> <p>Diaporama du COPIL 3 (au format PowerPoint) par le titulaire au plus tard 8 jours ouvrés avant le COPIL 3</p>

Phases et délais d'exécution prévus par l'agence de l'eau	Description des prestations	Comité de pilotage ou réunion	Livrables et échéances à compter de la date de notification du marché
			<p>Compte-rendu du COPIL 3 (au format Word ou PowerPoint) par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion et validé par l'agence au plus tard 10 jours ouvrés après la réunion</p> <p>Fichier listant les participations et contributions du titulaire à des réunions de concertation pour l'élaboration des SDAGE-PDM et PGRI dans les deux bassins (au format Excel) par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion et validé par l'agence au plus tard 10 jours ouvrés après le COPIL 3</p>
	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration et remplissage d'un fichier listant toutes les remarques et modifications apportées d'une version à l'autre de chacun des deux documents Elaboration de la version 1 complète des deux rapports initiaux d'évaluation environnementale Participation et contribution à des réunions de concertation pour l'élaboration des PLAGEPOMI dans les deux bassins (bons de commandes) Elaboration de la version 2 complète des deux rapports initiaux d'évaluation environnementale Présentation des rapports environnementaux initiaux définitifs devant les instances (comités de bassin Rhône Méditerranée et comité de bassin de Corse) 	<p>Comité de pilotage 3 bis : restitution de la version 1 des deux rapports initiaux d'évaluation environnementale (missions 3 et 6)</p> <p>12 mois après la réunion de démarrage des prestations (octobre 2026)</p>	<p>Version 1 des deux rapports initiaux d'évaluation environnementale des PLAGEPOMI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse (au format Word) par le titulaire au plus tard pour octobre 2026 (en vue du COGEPOMI du bassin Rhône-Méditerranée en novembre ou décembre 2026 et du COGEPOMI de Corse en novembre 2026)</p> <p>Supports de présentation des résultats des deux rapports initiaux d'évaluation environnementale devant les instances (au format PowerPoint) par le titulaire au plus au plus tard pour mi-octobre 2026 (en vue du COGEPOMI du bassin Rhône-Méditerranée en novembre ou décembre 2026 et du COGEPOMI de Corse en novembre 2026)</p> <p>Version 2 des deux rapports initiaux d'évaluation environnementale des PLAGEPOMI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse (au format Word) par le titulaire au plus tard pour mi-novembre 2026 (en vue de la transmission des rapports à l'autorité environnementale pour avis et mise à disposition pour la consultation)</p> <p>Diaporama du COPIL 3 bis (au format PowerPoint) par le titulaire au plus tard 8 jours ouvrés avant le COPIL 3</p> <p>Compte-rendu du COPIL 3 bis (au format Word ou PowerPoint) par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion et validé par l'agence au plus tard 10 jours ouvrés après la réunion</p> <p>Fichier listant les participations et contributions du titulaire à des réunions de concertation pour l'élaboration des</p>

Phases et délais d'exécution prévus par l'agence de l'eau	Description des prestations	Comité de pilotage ou réunion	Livrables et échéances à compter de la date de notification du marché
			<p>PLAGEPOMI dans les deux bassins (au format Excel) par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion et validé par l'agence au plus tard 10 jours ouvrés après le COPIL 3</p> <p>Validation de la phase 1 par validation du compte-rendu de tous les COPIL et de tous les livrables associés à la phase 1 (cités ci-avant)</p>
<p>Phase 2 : Mise à jour des six rapports d'évaluation environnementale suite aux avis de l'autorité environnementale et à la consultation des assemblées et du public (version finale des rapports environnementaux) et rédaction pour chacun des rapports de la déclaration environnementale prévue à l'article L122-10 du code de l'environnement, pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse</p> <p>9 mois d'exécution fermes à compter de la réception d'un ordre de service de démarrage</p>	<ul style="list-style-type: none"> Prise de connaissance de l'avis de l'autorité environnementale Prise de connaissance des éléments résultants de la consultation des assemblées Prise de connaissance des éléments résultant de la consultation du public Participation et contribution à des réunions de concertation pour l'élaboration des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI dans les deux bassins (bons de commandes) Elaboration et remplissage d'un fichier listant toutes les remarques et modifications apportées d'une version à l'autre de chacun des six documents Elaboration de la version 4 des quatre rapports finaux d'évaluation environnementale et des déclarations environnementales provisoires (missions 7,8, 10 et 11) Elaboration de la version 3 des deux rapports finaux d'évaluation environnementale et des déclarations environnementales provisoires (missions 9 et 12) Elaboration de la version 5 des quatre rapports finaux d'évaluation environnementale et des déclarations environnementales provisoires (missions 7, 8, 10 et 11) Elaboration de la version finale des six rapports finaux d'évaluation environnementale et des déclarations environnementales définitives (missions 7 à 12) 	<p>Comité de pilotage 4 : restitution de la version finale des six rapports finaux d'évaluation environnementale et des déclarations environnementales provisoires</p> <p>(missions 7 à 12)</p> <p>23 mois après la réunion de démarrage des prestations (début septembre 2027)</p>	<p>Version 4 des quatre rapports finaux d'évaluation environnementale et des déclarations environnementales provisoires des SDAGE-PDM et PGRI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse (au format Word) par le titulaire au plus tard pour début juillet 2027</p> <p>Diaporama du COPIL 4 (au format PowerPoint) par le titulaire au plus tard 8 jours ouvrés avant le COPIL 3</p> <p>Compte-rendu du COPIL 4 (au format Word ou PowerPoint) par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion et validé par l'agence au plus tard 10 jours ouvrés après la réunion</p> <p>Version 5 des quatre rapports finaux d'évaluation environnementale et des déclarations environnementales provisoires des SDAGE-PDM et PGRI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse (au format Word) par le titulaire au plus tard pour fin août 2027 (en vue du BCB Rhône-Méditerranée d'octobre 2027 et du BCB de Corse de septembre 2027)</p> <p>Supports de présentation des résultats des six rapports finaux d'évaluation environnementale devant les instances (au format PowerPoint) par le titulaire au plus tard pour début septembre 2027 (en vue du BCB Rhône-Méditerranée d'octobre 2027 et du BCB de Corse de septembre 2027)</p> <p>Version finale des six rapports finaux d'évaluation environnementale et des déclarations environnementales définitives des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI des bassins Rhône-Méditerranée et de Corse (au format Word) par le titulaire au plus tard pour mi-octobre 2027 (en vue de l'approbation des documents par les</p>

Phases et délais d'exécution prévus par l'agence de l'eau	Description des prestations	Comité de pilotage ou réunion	Livrables et échéances à compter de la date de notification du marché
	<ul style="list-style-type: none"> Présentation des rapports environnementaux finaux définitifs devant les instances (comités de bassin Rhône Méditerranée et comité de bassin de Corse) 		<p>comités et préfets de bassins en décembre 2027)</p> <p>Fichier listant les participations et contributions du titulaire à des réunions de concertation pour l'élaboration des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI dans les deux bassins (au format Excel) par le titulaire au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion et validé par l'agence au plus tard 10 jours ouvrés après le COPIL 4</p> <p>Validation de la phase 2 par validation du compte-rendu de tous les COPIL et de tous les livrables associés à la phase 2 (cités ci-avant)</p>
<p>Phases 1 à 2</p> <p>22 mois d'exécution maximum</p>	<ul style="list-style-type: none"> Suivi du projet 	<p>Réunions hebdomadaires entre l'agence de l'eau et le titulaire du marché</p>	<p>Comptes-rendus des réunions hebdomadaires envoyés par courriel par le titulaire du marché au plus tard 2 jours ouvrés après la réunion</p> <p>Fichier listant toutes les remarques et modifications apportées d'une version à l'autre de chacun des six documents (au format Excel) au plus tard 2 jours avant la réunion</p> <p>Comptes-rendus des points ponctuels envoyés par courriel par le titulaire du marché au plus tard 2 jours ouvrés après le point</p>

ANNEXES au CCTP

Annexe 1 – Présentation générale de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

Annexe 2 – Présentation du SDAGE, PGRI et PLAGEPOMI

Annexe 3 – Contenu des rapports environnementaux

Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 : <https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/planification-de-bassinschema-directeur-damenagement-et-de-gestion-des-eaux-sdage/sdage-2022-2027>

Le SDAGE Corse 2022-2027 : <https://corse.eaufrance.fr/documents-SDAGE-PdM-2022-2027>

Le PGRI Rhône-Méditerranée 2022-2027 : <https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/planification-de-bassin/risques-dinondation>

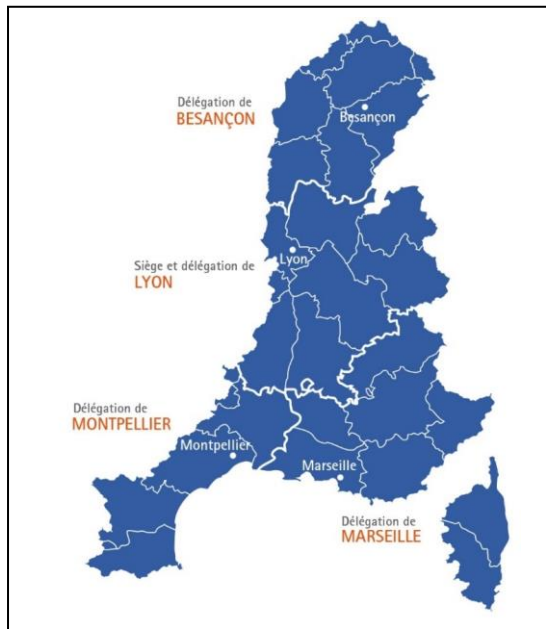
Le PGRI Corse 2022-2027 : <https://corse.eaufrance.fr/plans-et-programmes/plan-de-gestion-des-risques-dinondation-pgri>

Le PLAGEPOMI Rhône-Méditerranée 2022-2027 : <https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/planification-de-bassin/gestion-des-poissons-migrateurs>

Le PLAGEPOMI Corse 2022-2027 : <https://corse.eaufrance.fr/les-milieus-aquatiques/plan-de-gestion-des-poissons-migrateurs-plagepomi>

Annexe 1

PRESENTATION GENERALE DE L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE



L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public du ministère de la Transition écologique dédié à la préservation de l'eau et garant de l'intérêt général.

Elle a pour mission d'initier, sur son territoire, une utilisation rationnelle des ressources en eau, la réduction de leur pollution et la restauration et la préservation des milieux aquatiques et de la biodiversité.

L'agence de l'eau est compétente sur l'ensemble du bassin versant français de la Méditerranée, soit sur le bassin hydrographique Saône-Rhône auquel il faut ajouter les fleuves côtiers et le littoral méditerranéen des régions Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que sur le bassin de Corse, d'où son nom : Rhône Méditerranée Corse.

L'agence de l'eau établit et perçoit des redevances auprès des utilisateurs de l'eau pour les prélèvements qu'ils effectuent ou la pollution qu'ils génèrent, selon les principes « *préleveur-payeur* » et « *pollueur-payeur* ».

Chaque euro collecté est réinvesti auprès des collectivités, industriels, agriculteurs et associations qui agissent pour améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques et adapter les territoires aux effets du changement climatique : réduire les pollutions issues des systèmes d'assainissement collectif, du tissu industriel ou des activités agricoles, économiser et partager l'eau, reconquérir la qualité des eaux brutes des captages prioritaires dégradés par les pollutions diffuses (pesticides et nitrates), gérer durablement la ressource et l'alimentation en eau potable, préserver et restaurer le fonctionnement naturel des rivières et des zones humides, reconquérir la biodiversité, préserver et restaurer les capacités des sols à infiltrer l'eau..

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse apporte, également, un appui (technique, conseil, procédure, analyse économique et financière) aux acteurs de la gestion de l'eau.

Elle intervient dans neuf domaines :

1. La réduction de la pollution domestique ;
2. La réduction de la pollution industrielle et par les substances dangereuses ;
3. La réduction de la pollution agricole ;
4. La préservation de l'eau destinée à la consommation humaine ;
5. La gestion des ressources en eaux superficielles et souterraines ;
6. La préservation et la restauration des milieux aquatiques et de la biodiversité ;
7. L'animation de la gestion locale et concertée de l'eau, de solidarités entre les acteurs et l'appui et l'assistance aux collectivités ;
8. L'animation de réseaux de suivi et de connaissance des milieux ;
9. La communication, la sensibilisation et l'éducation à la préservation des milieux aquatiques.

L'agence de l'eau n'assure pas directement la construction ou la gestion d'équipements.

Pour définir la politique de l'eau des bassins (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et sa politique en matière d'aides et de redevances et en mesurer les effets, elle s'implique également activement dans la connaissance et la diffusion de l'information sur l'état des milieux aquatiques et leur évolution (études, réseaux de mesure, bases de données).

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse conduit ses missions dans le cadre d'un programme d'intervention pluriannuel, approuvé par son Conseil d'Administration, sur la base des orientations données par les deux Comités de bassins (Rhône-Méditerranée et Corse).

LE 12^E PROGRAMME « SAUVONS L'EAU » 2025-2030 répond à 4 enjeux : améliorer l'état de nos eaux, adapter les territoires au changement climatique, reconquérir la biodiversité et aider les collectivités, notamment les plus fragiles, à investir au bon niveau en matière d'eau potable et d'assainissement.

Ce programme constitue un cadre privilégié pour la mise en œuvre des orientations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) élaboré par chaque comité de bassin. Il est aussi un des leviers du Plan eau. Le programme de l'agence de l'eau consacre plus de 3,1 milliards d'euros sur six ans (2025-2030) au service du bon état des eaux.

ORGANISATION DE L'AGENCE RHONE MEDITERRANEE CORSE

Le siège de l'agence est situé à Lyon et elle dispose de quatre délégations territoriales.

Les services du siège sont centrés sur les fonctions de pilotage, d'appui et d'évaluation. Les quatre délégations territoriales relaient la politique de l'agence au plus près du terrain et des acteurs assurant la gestion de l'eau localement.

L'effectif 2025 du personnel de l'agence est de 330 emplois. L'agence dispose d'une capacité d'aides de 520 millions d'euros en moyenne par an.

L'agence de l'eau est organisée comme suit :

Le **Directeur Général**, en application du code de l'environnement, assure le fonctionnement des services et la gestion du personnel, la préparation des réunions du conseil d'administration, fait appliquer les décisions de ce dernier et le tient informé de leur exécution, est responsable de la préparation du budget et des éventuelles décisions modificatives, représente l'Agence en justice et dans tous les actes de la vie civile, est l'ordonnateur des recettes et des dépenses de l'Agence, signe les contrats, accords ou conventions passés au nom de l'Agence.

Le **Directeur Général Adjoint**, la **Secrétaire Générale** et ses services, et trois Départements (Département des Redevances, de l'International et des Mesures, **DRIM** ; Département du programme et des Interventions, **DPI** ; Département de la Connaissance et de la Planification, **DCP**) assurent :

- . des fonctions de pilotage : définition, suivi et évaluation des politiques à l'échelle du bassin, relations avec la tutelle et les services déconcentrés de l'Etat, élaboration et mise à disposition d'outils, de méthodes, de données, pilotage technique et financier du programme d'intervention, etc. ;
- . des fonctions d'appui aux délégations régionales : organisation de formations, diffusion de réglementations, de connaissances et d'expériences, etc. ;
- . des fonctions de gestion : budgétaire et financière, des ressources humaines, juridique et logistique, des systèmes d'information, du secrétariat des organismes de bassin, d'animation et de pilotage de la démarche qualité, etc.

Les **quatre Délégations territoriales** (Lyon ; Marseille ; Montpellier ; Besançon) sont chargées de la mise en œuvre opérationnelle et locale du programme d'action de l'agence : planification et approche territoriales, politique contractuelle, gestion administrative et financière correspondantes, etc.

La **Délégation à la communication** informe sur les missions et actions de l'agence, sensibilise aux enjeux de l'eau et mobilise les maîtres d'ouvrage. Elle coordonne également la communication interne.

L'Agence comptable effectue les paiements des dépenses et les encaissements des recettes.

L'Agence est certifiée selon le référentiel ISO 9001 pour l'ensemble de ses activités.

Pour toute information : www.eaurmc.fr

ANNEXE 2 - Présentation du SDAGE, PGRI et PLAGEPOMI

Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)

Autorités compétentes et gouvernance :

L'Etat français est responsable de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau devant la Commission européenne.

La préfète coordinatrice de bassin constitue l'autorité compétente dans le bassin Rhône-Méditerranée. Elle exerce son autorité à la fois pour l'élaboration des documents de planification et leur mise en œuvre. Le Comité de bassin a reçu délégation de la préfète coordinatrice de bassin pour élaborer l'état des lieux et le SDAGE, qui est adopté par le premier et approuvé par le second. En revanche l'élaboration du programme de mesures est assurée par le représentant de l'Etat, qui soumet son projet au Comité de bassin pour avis puis arrête le programme.

Pour le bassin de Corse, le préfet coordonnateur de bassin est l'autorité compétente pour élaborer, approuver et mettre en œuvre le programme de mesures. Le président du Conseil exécutif est l'autorité compétente qui a confié l'élaboration du SDAGE au Comité de bassin de Corse. Il approuve l'état des lieux et le SDAGE. Le président du Conseil exécutif approuve ces deux documents après examen par l'assemblée de Corse.

Contenu du SDAGE :

L'arrêté du 17 mars 2006¹ modifié le 2 avril 2020 définit le contenu du SDAGE qui comprend :

- un résumé qui présente l'objet et la portée du SDAGE ainsi que sa procédure d'élaboration ;
- les **orientations fondamentales** pour une gestion équilibrée de la ressource en eau, en réponse aux **questions importantes** définies pour le bassin ;
- les **objectifs environnementaux** fixés pour chaque masse d'eau ;
- les **dispositions** nécessaires pour atteindre les objectifs, prévenir la détérioration des eaux et décliner les orientations fondamentales.

Le SDAGE est accompagné d'autres documents destinés à fournir des informations complémentaires, mais n'ayant pas la même portée juridique :

- des documents d'accompagnement (présentation synthétique relative à la gestion de l'eau à l'échelle du bassin hydrographique, présentation des dispositions prises en matière de tarification de l'eau et de récupération des coûts, résumé du programme pluriannuel de mesures, etc.) ;
- un programme de surveillance, destiné à vérifier l'état des milieux et l'atteinte des objectifs ;
- **un programme de mesures** qui comprend :
 - ✓ des « mesures de base » qui sont les exigences minimales à respecter en application des textes déjà en vigueur concernant la gestion de l'eau et des milieux (par exemple, directive eaux résiduaires urbaines, directive nitrates, directive baignade, etc.) ;
 - ✓ des « mesures complémentaires » qu'il est nécessaire d'ajouter aux précédentes, lorsqu'elles ne suffisent pas pour atteindre les objectifs environnementaux prescrits par la DCE.

Travaux préalables à l'élaboration du SDAGE 2028-2033 dans le bassin Rhône-Méditerranée et le bassin de Corse :

¹ <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031963565&dateTexte=20190117>

Les travaux préparatoires de l'élaboration des SDAGE 2028-2033 Rhône-Méditerranée et de Corse ont d'ores et déjà été lancés pour respecter les étapes et échéances prévues par les textes.

L'actualisation des questions importantes pour la politique de l'eau pour le bassin Rhône-Méditerranée et celui de Corse a été réalisée en 2024 et fait l'objet d'une consultation du public et des assemblées du 25 novembre 2024 au 25 mai 2025.

La mise à jour de l'état des lieux a pour but essentiel de préparer l'élaboration des futurs SDAGE et programme de mesures pour la période 2028-2033. Cette préparation consiste à évaluer, pour chaque masse d'eau, son état, le risque de non atteinte du bon état (**RNABE**) et de non atteinte des objectifs environnementaux (**RNAOE**) en 2033. L'actualisation de ce risque a pour objet de simuler l'évolution des pressions à l'horizon 2033 en appliquant un scénario tendanciel d'évolution des activités et en tenant compte de la mise en œuvre du programme de mesures actuel (atteinte ou non du bon état en 2027). Les pressions qui seront à l'origine du RNAOE détermineront les actions à inclure ou reconduire dans le futur programme de mesures et les ajustements nécessaires au programme de surveillance (arrêté du 25 janvier 2010, modifié le 17 octobre 2018). L'état des lieux doit être adopté au plus tard le 21 décembre 2025.

Une phase de réflexion et concertation sur l'élaboration des SDAGE et PDM débutera à partir de septembre 2025. Des groupes thématiques de concertation et les commissions géographiques se réuniront ainsi entre septembre et décembre 2025 afin d'échanger sur des thèmes majeurs. Leurs réflexions alimenteront le travail d'élaboration des SDAGE et PDM par les instances de bassin. Le titulaire participera à ces différentes réunions de concertation (bons de commande).

Plan de gestion du risque d'inondation (PGRI)

Autorités compétentes et gouvernance :

Les préfets coordonnateurs de bassin sont les autorités compétentes.

Pour le bassin Rhône-Méditerranée, les parties prenantes sont associées au niveau du bassin avec le comité de bassin Rhône-Méditerranée. Concernant les questions locales relatives au territoire à risque d'inondation (**TRI**), les parties prenantes des stratégies locales de gestion des risques d'inondation (**SLGRI**) sont consultées.

Le comité de bassin est associé aux différentes étapes de mise en œuvre de la directive inondation (**DI**). Pour la révision du PGRI, plusieurs instances de concertation réunissant des services de l'Etat et des représentants des parties prenantes, pourraient être organisées si besoin sur des thématiques ciblées. Un groupe de pilotage composé de services de l'Etat aura en charge le suivi technique de la rédaction de ce document.

Pour le bassin de Corse, le comité de bassin est impliqué à chaque étape de mise en œuvre de la directive inondation. Concernant les questions locales relatives au territoire à risque d'inondation (**TRI**), les parties prenantes des stratégies locales de gestion des risques d'inondation (**SLGRI**) sont consultées. Pour la mise à jour du PGRI, les parties prenantes seront également associées lors d'ateliers thématiques.

Contenu du PGRI :

La DI, intervenue postérieurement à la DCE, introduit un cadre méthodologique pour réduire les conséquences négatives des inondations sur « la santé humaine, l'économie, l'environnement et le patrimoine ». Elle prend en compte les inondations de toutes origines et se concrétise par l'élaboration d'un plan de gestion du risque d'inondation articulé avec la mise en œuvre de la DCE (espace de gestion, calendrier d'élaboration et de révision identiques à ceux du SDAGE).

Le PGRI est construit en 3 temps :

- évaluation préliminaire des risques d'inondation (**EPRI**) et identification de territoires à risque important d'inondation (**TRI**),
- cartographie des surfaces inondables et des risques sur les TRI,

- révision du PGRI sur la base des éléments recueillis lors des étapes préalables.

Le PGRI contient :

- un diagnostic qui s'appuiera sur les conclusions de l'EPRI ;
- les grands objectifs (GO) appropriés pour la gestion du risque d'inondation sur le bassin, qui permettent d'atteindre les objectifs de la stratégie nationale ;
- la description de la mise en œuvre du plan.

La transposition en droit français de la DI confie au préfet coordonnateur de bassin la conduite de cette politique. Elle précise l'environnement et le champ d'application du PGRI. Une stratégie nationale indique les grands objectifs de réduction des conséquences négatives associées aux inondations, des orientations de gestion avec un cadre d'actions. Des objectifs et des mesures sont définis pour l'ensemble du bassin. Pour chaque TRI, une stratégie locale de gestion des risques d'inondation est élaborée pour l'atteinte des objectifs fixés.

La transposition en droit français de la DI décline 4 types de mesures dans le PGRI pour atteindre les objectifs fixés :

- « les orientations fondamentales et dispositions concernant la prévention des inondations au regard de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau du SDAGE » ;
- « les dispositions concernant la surveillance, la prévision et l'information sur les phénomènes d'inondation, qui comprennent notamment le schéma directeur de prévision des crues » ;
- « les dispositions pour la réduction de la vulnérabilité des territoires face aux risques d'inondation, comprenant des mesures pour le développement d'un mode durable d'occupation et d'exploitation des sols, notamment des mesures pour la maîtrise de l'urbanisation et la cohérence du territoire au regard du risque d'inondation, des mesures pour la réduction de la vulnérabilité des activités économiques et du bâti et, le cas échéant, des mesures pour l'amélioration de la rétention de l'eau et l'inondation contrôlée » ;
- « les dispositions concernant l'information préventive, l'éducation, la résilience et la conscience du risque ».

La transposition de la DI en droit français articule le PGRI avec d'autres politiques d'aménagement du territoire :

- les schémas de cohérence territoriales (**SCoT**) et plans locaux d'urbanisme (**PLU**) doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les objectifs des orientations fondamentales en matière de gestion de l'eau et d'aménagement du territoire. Les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau et les plans de prévention du risque d'inondation (**PPRI**), doivent être compatibles ou rendus compatibles avec ses dispositions ;
- Le PGRI doit être compatible avec les objectifs de qualité et quantité des eaux définis dans le SDAGE, avec les objectifs environnementaux des plans d'actions pour le milieu marin (**PAMM**), et prendre en compte les objectifs et mesures du document stratégique de façade (**DSF**).

Travaux préalables à l'élaboration du PGRI 2028-2033 dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse :

Les objectifs fixés au niveau national pour le 3^{ème} cycle, par la note technique de la direction générale de la prévention des risques du 9 février 2023 relative à la mise en œuvre de la directive inondation (NOR : DEVP1703798N), sont de poursuivre la dynamique engagée lors des 2 premiers cycles dans une logique d'amélioration continue de la connaissance des phénomènes naturels, de réduction des risques, de préparation à la gestion de crise et au retour à la normale ainsi que du développement de la culture du risque.

La première étape du 3^{ème} cycle de la DI consiste à mettre à jour l'évaluation préliminaire des risques d'inondation (**EPRI**). Ce document a notamment vocation à intégrer les événements marquants intervenus sur les 6 dernières années (17 sur le bassin Rhône-Méditerranée, 3 sur le bassin de Corse), d'éventuels autres

éléments de connaissances acquis depuis 2018, ainsi que les évolutions concernant la politique de gestion des inondations conduite au niveau des différents bassins. L'EPRI de 2024 du bassin Rhône-Méditerranée a été élaborée par la DREAL de bassin avec l'appui des DREAL régionales, et a été arrêtée par la préfète coordonnatrice de bassin le 20 octobre 2024. En Corse, elle a été élaborée par la DREAL de Corse (DREAL de région et DREAL de bassin), et approuvée par le préfet coordonnateur de bassin le 20 novembre 2024.

Parallèlement, les TRI ont été révisés à minima, l'enjeu pour ce nouveau cycle est d'améliorer la cartographie des TRI. Ainsi les trois TRI arrêtés par le préfet de Corse le 4 février 2013 ne sont pas modifiés.

Dans le bassin Rhône-Méditerranée, seuls les périmètres de 2 TRI ont été ajustés (Béziers-Agde et Sète) sur les 31 du bassin et arrêtés par la préfète de bassin le 29 octobre 2024. La cartographie associée porte sur les phénomènes prépondérants d'inondation du TRI (seuls les principaux cours d'eau sont cartographiés, ainsi que la submersion marine le cas échéant).

Par ailleurs, une synthèse provisoire des questions importantes qui se posent dans le district en matière de gestion des risques d'inondation a été élaborée dans chaque bassin afin de permettre d'améliorer le PGRI actuel et tout en recherchant une meilleure cohérence entre les questions importantes du SDAGE et celles du PGRI.

Ces documents font l'objet d'une consultation du public du 25 novembre 2024 au 25 mai 2025 après avoir été présentés en comité de bassin.

Plan de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI)

Autorités compétentes et gouvernance :

Les préfets coordonnateurs de bassin sont les autorités compétentes.

Pour chacun des deux bassins, le comité de gestion des poissons migrateurs (COGEPOMI) est l'instance de concertation réunissant l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau de mer. Les missions du COGEPOMI sont définies par les articles R436-47 à R436-54 du Code de l'environnement et portent notamment sur l'élaboration, le suivi et la révision du PLAGEPOMI.

Les enjeux du PLAGEPOMI sont relayés en domaine marin par le Document Stratégique de Façade pour la Méditerranée, dont le plan d'action a été approuvé par les préfets coordonnateurs de façade maritime de Méditerranée le 28 avril 2022.

Une partie des enjeux portés par le PLAGEPOMI sont relayés également par le SDAGE et notamment les orientations portant sur la reconquête des axes de migration.

Contenu du PLAGEPOMI :

Le PLAGEPOMI est le document de référence en matière de gestion des poissons migrateurs par bassin dont le contenu est défini par l'article R436-45 du Code de l'environnement.

Ce plan comprend :

- les mesures utiles à la reproduction, au développement, à la conservation et à la circulation de ces poissons, sous réserve des dispositions prévues par l'article L. 432-6 ;
- les modalités d'estimation des stocks et d'estimation de la quantité qui peut être pêchée chaque année ;
- les plans d'alevinage et les programmes de soutien des effectifs ;
- les conditions dans lesquelles sont fixées les périodes d'ouverture de la pêche ;
- les modalités de la limitation éventuelle des pêches, qui peuvent être adaptées en fonction des caractéristiques propres à la pêche professionnelle et à la pêche de loisir ;

- les conditions dans lesquelles sont délivrés et tenus les carnets de pêche, sous réserve des dispositions de l'article R. 436-64.

Pour le bassin Rhône-Méditerranée, le PLAGEPOMI a été arrêté par le préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée le 1er mars 2022. Une version révisée du plan a été arrêtée en février 2025 tenant compte d'une évaluation des incidences Natura 2000 conduite en 2024.

C'est un plan à portée environnementale en faveur des espèces migratrices amphihalines du bassin. Il aborde les mesures concernant la reconquête des axes de migration, la gestion de la pêche, l'évolution des populations, la connaissance des espèces et de leurs habitats, la sensibilisation aux enjeux et la valorisation des acquis. Le PLAGEPOMI est disponible sur le site Internet du bassin Rhône-Méditerranée www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr à la rubrique Planification de bassin/Gestion des poissons migrateurs.

Le PLAGEPOMI Rhône-Méditerranée 2022-2027 comprend 4 volets :

- le cadre de la politique grands migrateurs ;
- la situation des espèces amphihalines ;
- les orientations du plan ;
- le pilotage, le suivi et l'évaluation du plan.

5 orientations sont définies dans le PLAGEPOMI Rhône-Méditerranée 2022-2027 :

- Reconquérir les axes de migration
- Poursuivre la gestion des pêches
- Suivre l'évolution des populations à l'échelle du bassin
- Améliorer la connaissance des espèces et leurs habitats
- Sensibiliser aux enjeux et valoriser les acquis

Le projet de PLAGEPOMI de Corse qui sera adopté fin 2025 pour la période 2025-2027 comprend actuellement 5 volets :

- Cadre de la politique relative aux poissons migrateurs amphihalins
- Pilotage, suivi et évaluation du plan de gestion
- Etat des connaissances des espèces amphihalines sur le bassin de Corse
- Diagnostics des pressions sur les espèces
- Les orientations de gestion du PLAGEPOMI de Corse

5 orientations sont définies dans le projet de PLAGEPOMI de Corse :

- Améliorer les suivis et l'acquisition de connaissances
- Préserver et reconquérir les axes de migration et les habitats
- Mieux connaître pour mieux gérer les pêches
- Sensibiliser aux enjeux et valoriser les acquis
- Suivre la mise en œuvre du plan

Travaux préalables à l'élaboration du PLAGEPOMI 2028-2033 dans les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse :

L'élaboration du PLAGEPOMI Rhône-Méditerranée 2028-2033 s'appuie sur le bilan intermédiaire du plan pour la période 2022-2027 qui sera adopté par le COGEPOM mi-2025 et qui prend la forme d'un tableau de bord. Les travaux techniques de révision s'échelonneront de novembre 2025 à avril 2026. Ils concerneront prioritairement la délimitation des zones d'actions et la liste des ouvrages prioritaires du PLAGEPOMI pour des raisons d'articulation avec les projets de SDAGE et de PDM. Le projet de PLAGEPOMI 2028-2033 sera présenté au COGEPOMI de juin 2026 puis finalisé au plus tard en août 2026.

La Corse étant dépourvue de PLAGEPOMI depuis plus de vingt ans, il a été décidé en 2023 de ne pas attendre le prochain cycle du SDAGE pour élaborer et arrêter un plan de gestion. Ainsi les travaux sont en cours de finalisation et permettront de disposer d'un PLAGEPOMI en vigueur pour la période 2026-2027. Afin de recoller au cycle 2028-2033, il sera proposé aux membres du COGEPOMI de reconduire le document qui aura été validé préalablement.

ANNEXE 3 - Contenu des rapports environnementaux

L'article R122-20² du Code de l'Environnement stipule que « **l'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du schéma, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée** ».

Les évaluations environnementales des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI doivent être considérées comme des outils permettant d'intégrer l'ensemble des préoccupations environnementales le plus en amont possible dans l'élaboration de ces documents. La démarche nécessairement itérative, enrichie des avancées de la rédaction du SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI, se traduit par la production de documents intermédiaires.

L'article R122-20 du Code de l'Environnement définit également la structure du **rapport environnemental**, qui « rend compte de la démarche d'évaluation environnementale » mise en œuvre tout au long de l'élaboration du schéma. Cette structure est identique quel que soit le plan ou document évalué, c'est-à-dire qu'elle sera la même pour les SDAGE-PDM, le PGRI et le PLAGEPOMI. Cet article prévoit que « le rapport environnemental comprend successivement » ces diverses parties, c'est pourquoi il convient de suivre cette chronologie, dans la rédaction du rapport d'évaluation environnementale, présentée ci-après.

Présentation générale

« Une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du schéma et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale »

Cette partie, dont l'exhaustivité n'est pas visée, doit contenir :

- les principaux objectifs visés par le schéma / plan ;
- les grandes lignes de son contenu ;
- son articulation avec les autres plans et documents faisant également l'objet d'une évaluation environnementale, notamment :
 - ✓ les documents d'urbanisme, qui doivent être compatibles avec le SDAGE, le PGRI et le PLAGEPOMI (PLU, SCoT, cartes communales) ;
 - ✓ les schémas régionaux de carrières, les plans d'action pour le milieu marin (PAMM) et le document stratégique de façade (DSF) ;
 - ✓ pour le SDAGE et le PGRI, les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) qui ont vocation à décliner localement les objectifs et les préconisations du SDAGE ;
 - ✓ l'articulation entre le SDAGE, le PGRI et le PLAGEPOMI est exposée.

S'agissant plus particulièrement des projets de SDAGE et PDM, la présentation générale consiste, sur la base des conclusions de l'état des lieux déjà réalisé, en un résumé concis des objectifs de préservation, de protection et de mise en valeur de la ressource en eau et des milieux aquatiques ainsi que les orientations du projet de SDAGE.

L'analyse de l'articulation avec d'autres plans et programmes nécessite :

- de lister dans un premier temps, l'ensemble des plans et programmes susceptibles d'interagir avec le SDAGE-PDM, le PGRI et PLAGEPOMI en partant par exemple du contenu de l'article R122-17 du code de l'environnement, pour ne conserver que ceux qui s'avèrent pertinents de retenir, en s'appuyant sur un bref argumentaire ;
- puis d'analyser comment chacun « s'articule » avec le projet de SDAGE-PDM, de PGRI ou de PLAGEPOMI, ce qui n'implique pas nécessairement la compatibilité juridique. Par cette notion

² Modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 3](#)

« d'articulation », sont traitées la logique et la cohérence entre le projet de SDAGE-PDM, de PGRI, de PLAGEPOMI et les plans/programmes pris en compte. Il convient de faire apparaître, autant que possible, des conclusions explicites pour les cohérences ou compatibilités analysées. Pour les plans et programmes qui ont déjà fait l'objet d'évaluations environnementales, elles peuvent constituer un élément utile pour la construction des rapports environnementaux demandés dans la cadre de cette mission.

Description de l'état initial

« Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le schéma n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le schéma et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du schéma. Lorsque l'échelle du schéma le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés »

Ce chapitre présente l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en soulignant les thématiques et les parties du bassin qu'elles concernent. Il constitue la base de l'évaluation environnementale. Il distingue, parmi les thématiques ci-dessous, celles pour lesquelles le SDAGE-PDM, le PGRI ou le PLAGEPOMI est susceptible d'avoir des effets significatifs et celles qui ne sont pas ou que très peu concernées :

- santé humaine ;
- population ;
- diversité biologique (faune et flore) : trame verte et bleue
- sites Natura 2000 ;
- sols ;
- qualité et quantité des eaux ;
- qualité de l'air ;
- bruit ;
- énergie, climat ;
- paysages ;
- risques naturels et technologiques ;
- patrimoine culturel, architectural et archéologique.

La première étape de l'état initial consiste à justifier la délimitation des aires d'études dont les périmètres d'analyse peuvent varier en fonction des thématiques environnementales abordées. Il s'agit, au minimum, du périmètre du plan/programme concerné auquel sont ajoutés si besoin, les territoires couverts par des enjeux susceptibles d'interagir avec ce plan/programme. À cette occasion, des interactions sont possibles avec le territoire d'autres états.

La seconde étape correspond à la définition du niveau de précision requis pour les données collectées. Eu égard à l'objet des évaluations environnementales concernées, l'échelle retenue doit bien sûr être régionale, ce qui n'exclut pas qu'un certain nombre de données puissent être d'un niveau de précision bien supérieur. C'est le cas de la majorité des données disponibles en téléchargement sur les portails d'information géographique de l'État et de l'agence de l'eau. Pour cette raison, la gestion des données de l'état initial doit être effectuée avec un système d'information géographique établi à l'échelle des bassins concernés.

Pour chaque bassin concerné, l'état initial de l'environnement peut utilement être mutualisé.

Il est important de repartir de l'évaluation environnementale des SDAGE-PDM et PGRI 2022-2027 qui a été construite de façon très détaillée. Une actualisation de celle-ci facilitera le travail et en réduira les coûts.

L'idéal est d'amorcer l'état initial par une analyse territoriale globale mettant notamment en exergue les atouts, faiblesses, pressions et menaces puis de développer la totalité des thématiques prévues par le code de l'environnement, en accordant une attention particulière à celles qui s'avèrent les plus pertinentes avec les

objets des plans/programmes concernés. Cette sélection des thématiques doit être justifiée et peut s'inspirer des suggestions suivantes :

- niveau de précision élevé : eau, biodiversité, santé humaine (enjeux liés à l'eau), éléments de patrimoine ou de paysage liés à l'eau, risques naturels et technologiques en interaction avec des enjeux eau, énergie/émissions de gaz à effet de serre ;
- niveau de précision moindre : autres enjeux paysagers et patrimoniaux, autres risques naturels et technologiques, autres enjeux santé humaine (qualité de l'air, nuisances acoustiques, etc.).

L'évaluation environnementale doit mettre en exergue les effets de la mise en œuvre des SDAGE/-PDM, PGRI et PLAGEPOMI. Il importe d'intégrer à l'état initial la prise en compte des **tendances d'évolution** qui permettent de définir un scénario habituellement nommé « fil de l'eau » avec lequel peuvent être comparés les divers scénarios éprouvés.

Une analyse sommaire de l'évolution de l'état initial de l'environnement depuis 2022 est également produite.

Solutions de substitution

« Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du schéma dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard des 1° et 2° de l'article R122-20 du Code de l'Environnement (cf. 2.3.1 et 2.3.2) »

Cette partie reprend de manière différenciée, les alternatives non retenues au cours de l'élaboration des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI, en présentant leurs motivations, leurs intérêts et leurs inconvénients éventuels. Elle permet d'assurer une traçabilité pour le public des différentes étapes et formes d'association des acteurs qui ont conduit aux projets retenus.

Dans le détail, cette partie du rapport constitue pour le lecteur, une source d'informations quant à la méthode d'intégration environnementale utilisée pour l'élaboration des plans/programmes évalués. Au moins une partie des solutions alternatives évoquées doivent traduire l'effort de recherche d'évitement ou de réduction des éventuels effets négatifs identifiés.

La comparaison de l'ensemble des scénarios envisageables n'est pas réaliste ici. Il s'agit plus simplement d'identifier les autres manières d'atteindre les objectifs de ceux-ci. Les alternatives doivent être pragmatiques et entrer dans le champ de compétence de l'autorité concernée.

Au minimum, il s'agit de décrire les options qui, au cours du processus d'élaboration et de décision, ont été successivement examinées et écartées, notamment pour les avantages et inconvénients qu'elles présentent vis à vis des objectifs du schéma, de l'articulation avec d'autres plans/programmes, de l'état initial de l'environnement, de son évolution probable et des enjeux environnementaux de l'espace géographique.

Exposé des motifs du projet retenu

« L'exposé des motifs pour lesquels le projet de schéma a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement »

Ce chapitre traite des motifs ayant conduit à retenir les objectifs tels que fixés dans les SDAGE et PDM (bon état ou bon potentiel écologique, masses d'eau fortement modifiées et reports de délais, etc.), dans le PGRI (réduction de la vulnérabilité aux risques d'inondation, gestion de l'aléa de crue) et dans les PLAGEPOMI (connaissance et protection des habitats et de la circulation des espèces amphihalines, gestion de la pêche, etc.).

Ce volet du rapport est l'occasion de s'assurer de la cohérence des orientations des plans/ programmes concernés avec les engagements internationaux pris par la France.

Cela concerne également les politiques portées par l'État au niveau national, régional et départemental.

Il est suggéré d'examiner successivement les dispositions des textes concernés (internationaux, européens ou nationaux) en vigueur, éventuellement déclinés à l'échelon local et vérifier que les mesures adoptées

contribuent à leurs objectifs ou qu'elles ne sont pas en contradiction. Une attention particulière est apportée à la DCE et à la DI, dont les transpositions en droit français sont à l'origine de l'élaboration des projets de SDAGE/PDM et de PGRI. Pour les PLAGEPOMI, le règlement européen concernant l'Anguille et le plan national en faveur des migrateurs amphihalins constituent des références utiles.

Parmi les thématiques retenues dans le chapitre 2, sauf celles relatives à la ressource en eau et aux milieux aquatiques, le rapport précise la teneur du SDAGE par rapport aux dispositions des textes de portée internationale ou nationale en vigueur, l'analyse se limitant aux éléments les plus pertinents.

Cette partie permet de vérifier la cohérence entre le SDAGE, le PGRI et le PLAGEPOMI et leur compatibilité avec la mise en œuvre de la directive-cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM).

Effets notables et évaluation des incidences Natura 2000

Ce chapitre présente les effets notables du SDAGE/PDM, PGRI et PLAGEPOMI sur l'environnement, avec un focus sur les incidences Natura 2000.

« a) Des effets notables probables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages.

Les effets notables probables sur l'environnement sont regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés du schéma avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plans, schémas, programmes ou documents de planification connus » ;

Ce chapitre concerne uniquement les thématiques retenues pour leur pertinence par rapport au projet de plan/programme.

L'analyse rappelle les effets positifs à attendre sur la gestion de la ressource en eau et sur les milieux aquatiques. Elle évalue les effets positifs et négatifs probables et établit un bilan sous la forme d'un tableau. Il s'agit de préciser si la mise en place du plan/programme concerné a des effets bénéfiques, neutres ou négatifs sur les différents enjeux environnementaux identifiés dans l'état initial comme pertinents, par rapport au scénario « fil de l'eau » et aux horizons temporels de mise en œuvre de ces plans/programmes.

En plus des thématiques de l'état initial, il est demandé d'intégrer des développements pour les thèmes « connaissance environnementale » (du public, des élus, des usagers de l'eau, etc.), « aménagement du territoire » et « gouvernance » comme des éléments à prendre en compte dans l'estimation des effets probables.

Pour chaque thématique environnementale analysée, le niveau de détail de cette analyse doit être cohérent avec celui qui résulte de la hiérarchisation retenue à l'occasion de l'établissement de l'état initial.

Pour certaines thématiques (par exemple le patrimoine ou le paysage), la production d'éléments quantitatifs peut s'avérer difficile ou disproportionnée vu l'objet du rapport environnemental. Dans ces cas, l'évaluation environnementale stratégique peut se réduire à une analyse qualitative. Pour d'autres, compte tenu de l'étendue de l'aire d'étude, la production d'éléments quantitatifs peut, le cas échéant, être extrapolée à partir d'analyses de zones « échantillon ».

Dans la mesure du possible, il est conseillé de bien faire apparaître :

- les effets cumulatifs notamment avec d'autres facteurs de pression et d'autres plans et programmes ;
- la temporalité des impacts (court, moyen ou long terme) ;
- la durabilité et la réversibilité des impacts (temporaires, permanents, s'atténuant, s'accroissant, etc.) ;
- la localisation et l'étendue des impacts.

En conclusion de l'analyse, il est suggéré de récapituler les impacts sous la forme d'un tableau.

« b) L'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 »

L'article R. 414-23 du code de l'environnement (modifié par décret 2010-365 du 09/04/2010) précise le contenu de cette évaluation. Elle est proportionnée à l'importance du schéma et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire présents. Concernant le SDAGE-PDM et le PGRI, il ne s'agit pas d'étudier les incidences du SDAGE-PDM, du PGRI et du PLAGEPOMI sur chaque document d'objectifs, mais de s'assurer qu'ils ne portent pas globalement atteinte à l'état de conservation des sites Natura 2000 inscrits au registre des zones protégées pour les deux bassins. Les sites Natura 2000 inter bassin doivent être pris en compte.

Étant donné la nature environnementale des plans/programmes concernés par le présent contrat, ceux-ci doivent normalement être conçus pour qu'il ne puisse pas résulter d'effet significatif dommageable. Par conséquent, l'évaluation d'incidence produite ne devrait pas excéder les parties visées aux paragraphes I et II de l'article R414-23 du code de l'environnement.

S'agissant des PLAGEPOMI, il est nécessaire de vérifier que l'encadrement de la pêche qu'il instaure pour certaines espèces amphihalines ne remet pas en cause les objectifs de conservation de ces espèces définis dans les documents d'objectif des sites Natura 2000 concernés.

Concernant le PLAGEPOMI Rhône-Méditerranée, le titulaire pourra s'appuyer sur l'évaluation des incidences Natura 2000 réalisée en 2024 en vue de la révision partielle du plan pour la période 2022-2027.

Pour tous les plans, dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés (paragraphe II du R414-23), une analyse par type d'habitats et d'espèces humides et aquatiques d'intérêt communautaires doit être utilisée.

Mesures prises pour réduire les incidences et les impacts

Présentation successive des mesures prises pour :

« a) Éviter les incidences négatives sur l'environnement du schéma sur l'environnement et la santé humaine »

« b) Réduire l'impact des incidences mentionnées au a) ci-dessus n'ayant pu être évitées » ;

« c) Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du schéma sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la personne publique responsable justifie cette impossibilité ».

« Les mesures prises au titre du b du 5° sont identifiées de manière particulière ».

« La description de ces mesures est accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes et de l'exposé de leurs effets attendus à l'égard des impacts du schéma identifiés » ;

À partir des incidences négatives identifiées (temporaires, permanentes, directes, indirectes) et des contraintes (réglementaires notamment), il s'agit de proposer une analyse qui réponde à la séquence Eviter-Réduire-Compenser.

Les mesures proposées doivent être crédibles et avoir été étudiées au moins au stade de l'avant-projet. Il convient d'en présenter la localisation, les caractéristiques, le coût et l'efficacité attendue.

Ces mesures doivent être pérennes, ce qui suppose une définition, dès le stade de l'évaluation environnementale, des modalités de gestion, des moyens nécessaires (humains, financiers) et des éléments permettant de les suivre voire de les évaluer.

Lorsque leur objet ne relève pas directement du domaine de compétence du porteur du plan/programme, il convient de proposer un gestionnaire compétent et durable.

Dans le cadre de la démarche itérative d'élaboration des SDAGE-PDM, du PGRI ou du PLAGEPOMI, certaines de ces mesures, peuvent opportunément être intégrées à ceux-ci, ce qui leur fait théoriquement perdre leur statut de mesure d'intégration. Pour la clarté du rapport, il est important que ces mesures soient identifiées comme

telles. Cette observation vaut aussi pour les mesures susceptibles d'améliorer les effets positifs des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI qui ont pu être identifiées.

Les indicateurs

La présentation des critères, indicateurs, modalités et échéances retenus :

« a) Pour vérifier, après l'adoption du schéma, la correcte appréciation des effets défavorables et incidences sur Natura 2000 et des mesures prises pour les réduire » ;

« b) Pour identifier, après l'adoption du schéma, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées » ;

Les dispositifs de suivi prévus par les SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI permettent d'évaluer leur efficacité vis-à-vis des politiques qu'ils portent. Le dispositif de suivi de l'évaluation environnementale est complémentaire à ceux spécifiques à chaque document. Il a pour objectif de vérifier les effets des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI sur les autres domaines de l'environnement durant leur mise en œuvre et doit conduire à adapter les documents si les incidences ne sont pas conformes à celles attendues.

Dans le détail, le suivi présenté dans le rapport environnemental doit porter sur deux familles d'indicateurs :

- mise en œuvre des mesures d'intégration et de vérification de leur efficacité ;
- état de l'environnement et de pression sur l'environnement.

Si, pour certains enjeux, des difficultés sont mises en évidence pour utiliser un système de mesure pertinent de leur évolution, des critères sont définis pour déterminer des tendances fiables. Sa présentation inclut les modalités pratiques de suivi (source de données, fréquence et échéances d'actualisation, moyens nécessaires, etc.) et de restitution (comité de suivi, etc.).

Le suivi permet d'engager des actions correctrices voire d'adapter le programme en cours de mise en œuvre si les incidences ne sont pas conformes à celles attendues. Des étapes de suivi régulières sont donc nécessaires. Les indicateurs n'ont pas forcément vocation à être suivis par la structure porteuse seule, ils peuvent s'appuyer sur d'autres dispositifs extérieurs de suivi.

Méthodes utilisées pour l'évaluation environnementale

« Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport environnemental et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré » ;

Les différentes méthodes utilisées sont expliquées ; les difficultés rencontrées, telles que la quantification des effets, sont abordées et les solutions apportées sont décrites.

La présentation des méthodes utilisées participe à la transparence de l'évaluation. Elle permet au public comme à l'autorité environnementale de juger de l'adéquation des moyens et compétences mis en œuvre pour conduire l'évaluation environnementale.

Cette présentation évoque les difficultés rencontrées pour l'évaluation, la façon dont elles ont été surmontées, les choix opérés, les marges d'erreur probables et les incertitudes existantes.

Résumé non technique

« Un résumé non technique des informations prévues ci-dessus ».

Ce résumé doit être facilement compréhensible par le public et les organismes consultés. Il porte sur l'ensemble des volets du rapport d'évaluation environnementale. Il expose avec clarté les points clés. Il doit aider le public à s'approprier les documents, cerner les enjeux et comprendre la prise en compte de l'environnementale en fonction des enjeux. Ce résumé est autonome et rend compte des étapes et conclusions de l'évaluation environnementale des SDAGE/PDM et PGRI.